

APRÈS DIX MOIS DE DÉTENTION

Comment Benhadid a été libéré

Après dix mois de détention, le général Benhadid est enfin libre. L'homme qui avait accusé le frère du Président Bouteflika et le chef d'état-major de l'ANP de mener le pays à la ruine a bénéficié d'une liberté provisoire suite à la dégradation de son état de santé. Ses avocats ont mené un combat acharné avant d'aboutir à une victoire dont ils se réjouissent.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Les heures qui ont précédé sa libération ont été chargées d'un grand suspense. Tout commence dimanche en fin de journée lorsque le journal en ligne *Algérie Patriotique* annonce une décision de transférer le dossier de l'ancien général vers le tribunal militaire. L'information se répand très rapidement. Des chaînes de télévision privées prennent le relais, affirmant que Benhadid a été déjà emmené à la prison militaire de Blida. A ce moment, ses avocats ne possèdent aucune information.

La situation semble leur échapper. Ils craignent une manipulation et préfèrent attendre de vérifier d'eux-mêmes la nouvelle. Ils sont submergés d'appels téléphoniques. M^e Mecheri nous annonce qu'il se rendra le lendemain (hier) à la première heure à la prison d'El-Harrach.

Lundi matin, à 7 h, il se trouve déjà sur les lieux. Pour l'heure, rien ne semble indiquer un quelconque changement dans l'attitude des responsables pénitentiaires ni du juge d'instruction. Durant trois heures, il attend le retour de son client mené

très tôt à l'hôpital Mustapha. Il nous confie : «Pour l'instant, tout est au stade de rumeurs, mais elles confirment que notre client est otage d'une lutte de clans qui le dépasse. Il a été accusé d'atteinte à l'image de l'ANP, or, il n'y a aucune plainte émanant de cette institution. Pour cette raison, nous avons appelé le chef d'état-major à agir et à gérer cette situation, à sauver un ancien moudjahid et un ami dont le seul tort est d'avoir livré son opinion.

Je vous rappelle qu'il avait cité deux noms, celui du frère du président de la République et celui de Gaïd Salah, on a dit que la décision émanait de ce dernier mais le dossier ne contenait aucune plainte. A partir de là, on peut en déduire qu'il s'agissait d'un règlement de comptes dont mon client a fait les frais mais, en réalité, c'est l'ANP qui risquait d'en prendre un coup et on voulait faire croire que c'est elle qui avait paralysé l'appareil judiciaire.»

A la prison d'El-Harrach, le temps passe. Benhadid n'est toujours pas de retour à sa cellule. Les coups de fil se multiplient. M^e Mecheri explique à



Le général Benhadid à son arrivée chez lui.

ses interlocuteurs qu'un transfert vers une juridiction militaire est «une bonne chose. Il y a des relations humaines entre les juges et les avocats. La santé de notre client bénéficiera en outre d'une meilleure prise en charge.

Son dossier n'aurait pas traîné autant». 10h30. Benhadid est finalement de retour à El-Harrach. Il ignore tout des rumeurs qui circulent. Son état de santé est mauvais. Les médecins lui ont annoncé qu'il entamerait sa première séance de chimiothé-

rapie ce mardi. Avec son avocat, il commente la dernière conférence de presse dans laquelle le collectif annonçait sa décision de poursuivre le ministre de la Justice en cas de décès de leur client atteint d'un cancer de la prostate et incapable de résister au traitement lourd que cela impose dans un milieu carcéral.

M^{es} Bourayou, Bouchachi et Mecheri affirment être face à un «assassinat programmé» et prennent l'opinion publique à témoin. Il est bientôt 12h. Les portes de la prison

se referment. Rien ne présage d'un changement de situation. Une idée hante les avocats : le transfert du dossier vers une juridiction militaire peut aussi laisser entrevoir une volonté de priver Benhadid de défense. Moins d'une heure après, *Ennahar* annonce en boucle la libération de Benhadid. Sa famille est en émoi, ses amis submergent les avocats d'appels. Mais rien n'est encore confirmé. M^e Mecheri décide de se rendre une seconde fois à El-Harrach.

L'information se confirme enfin. Sur place, il apprend que la charge retenue contre son client a été requalifiée. Le général Benhadid n'est plus accusé d'atteinte à l'ANP mais à une institution d'Etat. Le dossier ne relève plus de la chambre criminelle mais désormais du délit. Selon les informations qui circulent, le juge d'instruction a pris ordonnance «de manière spontanée» de libérer provisoirement Benhadid pour raisons de santé.

16h. Le général arrive chez lui en compagnie de son avocat. Il est accueilli par une famille qui n'espérait pas le revoir avant très longtemps. L'attente a été longue, accentuée par le doute qui a pesé sur le dénouement incertain de l'affaire.

L'émotion est à son comble. Benhadid est épuisé mais garde un moral de fer.

A. C.

NOMINATION DU PRÉSIDENT DU TAJ AU CONSEIL DE LA NATION

Bensalah prend la défense de Ghoul

Abdelkader Bensalah prend la défense de Amar Ghoul après sa nomination au Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel, accusant ceux qui en ont «disserté» de «remettre en cause des prérogatives constitutionnelles du président de la République et son droit dans les choix des personnalités qu'il juge dignes de la qualité de membre du Conseil de la nation».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le président de la Chambre haute du Parlement, qui s'exprimait, hier, à l'occasion de la présentation du texte de loi relatif à l'organisation de la profession de commissaire-priseur, de la loi portant statut des officiers de réserve et de la loi relative au statut général du personnel militaire, n'a pas raté cette aubaine pour répliquer à cette vague de désapprobations exprimée notamment via la toile suite à la nomination de Amar Ghoul au Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel.

Une désapprobation venue mettre fin, précocement, au «soulagement» exprimé par les mêmes voix au renvoi du président du TAJ de l'exécutif Sellal après un long séjour de près de 17 ans dans le gouvernement. «L'appartenance au Conseil de la nation est un honneur mais elle est en particulier une lourde charge.

La désignation au sein de cette institution signifie, en réalité, une charge qui implique la multiplication d'efforts afin d'apporter sa contribution et fournir une valeur ajoutée au bilan d'activités de cette institution», a-t-il soutenu, non sans préciser que «quand le président de la République accorde sa confiance à celle ou celui qu'il honore par la qualité de membre du Conseil de la nation, il procède ainsi dans le but de lui faire assumer la responsabilité d'apporter un plus et faire bénéficier l'institution de son capital d'expériences personnelles».

Bensalah ne manquait pas de relever «la diversité adoptée dans la sélection des membres du Conseil de la nation qui représentent divers courants culturels et différentes spécialités professionnelles ainsi que leurs

riches expériences personnelles auxquelles il faut ajouter les efforts sincères qu'ils fournissent durant leurs mandats, des efforts souvent complémentaires l'un et l'autre, et ont confié

ré au Conseil de la nation et à sa composante humaine, le poids et la stature et surtout la crédibilité dont il jouit parmi les autres institutions de l'Etat». Ceci avant qu'il ne se désole que «certains ne partagent pas ces conceptions en se basant sur des jugements sans fondements et en émettant des commentaires dénués d'objectivité à l'encontre de l'institution et de ses membres».

Pour le deuxième homme de l'Etat, ces personnes, en agissant de la sorte, «remettent en cause les pré-

rogatives constitutionnelles du président de la République et son droit dans les choix des personnalités qu'il juge dignes de la qualité de membre du Conseil de la nation».

Une atteinte et une remise en cause portées à l'endroit également du «texte fondamental de la République», ce qui constitue, aux yeux de Bensalah, «un acte tout aussi immoral qu'inacceptable». Et au président du Sénat de rappeler à ces plumes qui se permettent ces «écarts de langage et ces jugements

non fondés pour dénigrer l'institution et ses membres, sans aucune raison valable, la nécessité du respect des règles de déontologie et de liberté d'expression».

Pour Bensalah, ces écarts de langage qui relèvent souvent de la «diffamation et de l'insulte» sont en réalité des «dérives graves qui nuisent à la culture de la diversité et à la liberté d'expression», des comportements qui, en définitive, portent atteinte à l'exercice de la démocratie».

M. K.

EN RÉACTION AUX PROPOS LE CONCERNANT

DANS LE LIVRE MA BATAILLE D'ALGER DE TED MORGAN

Yacef Saâdi décide de poursuivre l'auteur en justice

Le chef de la Zone autonome d'Alger, Yacef Saâdi, réagit aux propos le concernant dans le livre Ma bataille d'Alger de Ted Morgan. Il prévoit de poursuivre l'auteur en justice, aussi bien en Algérie qu'aux Etats-Unis et en France.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Dans une conférence de presse organisée hier chez lui, le chef de la Zone autonome d'Alger (ZAA), Yacef Saâdi, a annoncé qu'il va poursuivre l'auteur du livre *Ma bataille d'Alger*, Ted Morgan, en justice. Et ce, en Algérie, aux Etats-Unis et en France. Yacef Saâdi a estimé qu'«il est nécessaire pour défendre l'honneur de ceux qui sont morts sous mon commandement à la ZAA». «J'aurais laissé passer s'il avait été mon concitoyen mais puisqu'il s'agit d'un étranger, je vais le poursuivre en justice», a-t-il déclaré. Une action qu'il n'abandonnera que si Ted Morgan «fait amende honorable et demande pardon : «Non seulement à moi mais, à tous les patriotes de mon pays.» Dans le livre en question, paru aux Etats-Unis en 2006 et qui vient d'être traduit en français, le journaliste américain Ted Morgan donne Yacef Saâdi pour responsable de la révélation de la cache où se planquaient Ali Amar dit Ali La Pointe ou Lahbib, Hassiba Ben Bouali, Amar Yacef et Mahmoud Bouhamidi. Le journaliste américain dit dans son livre que cela s'est passé trois jours avant le plasticage de la cache sise au 5, rue des Abdéramas après avoir reçu sa mère qui est venue

le solliciter pour sauver son neveu Amar Yacef.

Que de mensonges, répond Yacef Saâdi, «une campagne de diversion fallacieuse et savamment préparée dans les officines spécialisées de la guerre psychologique, a-t-il dit, pour occulter les véritables responsables du drame algérien». Il a appuyé sa mise au point par des documents qu'il a obtenus auprès des archives françaises. «Les documents authentifiés qui sont en ma possession me permettent, présentement, après tant d'années durant lesquelles je m'étais imposé le devoir de réserve, de faire une fidèle reconstitution de toute la période où nous avons combattu obstinément contre cette «bataille d'Alger» qui nous a été imposée par les forces coloniales», a écrit Saâdi dans la mise au point lue devant les journalistes.

Barbouzerie

Les documents ont été présentés par son fils Amine avant qu'il ne prenne la parole. Ils disent en gros qu'Ali La Pointe et ses compagnons ont été localisés au bout d'une barbouzerie baptisée «le double jeu» qui a exploité le système de boîte aux lettres utilisé par la ZAA et a fini par démanteler ses réseaux. En effet, les services français ont fait correspondre un responsable de la ZAA arrêté le 6 août 1957 qui répond au nom de Hassen Guendriche lequel a eu à utiliser plusieurs pseudonymes, Zerrouk, Safi puis Basile durant son service dans les rangs de la Révolution, d'abord avec Yacef Saâdi et Ali La Pointe, et ensuite avec le colonel Amirouche, chef de la Wilaya III historique.

«Hassen Guendriche répondait au sobriquet «Judas» quand je l'ai connu en 1944, nous avons joué au football ensemble dans l'équipe de Saint-Eugène», a encore précisé Saâdi. «Nous ne savons pas s'il a collaboré volontairement, s'il a fait ce qu'il a fait sous la menace ou si ses lettres ont été écrites à son insu. C'est aux historiens de le déterminer mais, Paul-Alain Léger, officier parachutiste français qui a fait les guerres d'Indochine et d'Algérie, affirme dans son livre *Aux carrefours de la guerre* qu'il a été retourné», a appuyé Amine Yacef. En tout cas, selon Yacef Saâdi, les lettres envoyées au nom de Zerrouk à Ali La Pointe ont permis de localiser la boîte aux lettres puis la planque de ce dernier après la filature de l'agent de liaison qui récupérait le courrier pour lui.

Yacef Saâdi a indiqué par ailleurs qu'Ali La Pointe était caché dans une maison jouxtant le lieu de son arrestation et s'il avait été le dénonciateur, Ali La Pointe aurait été capturé au lendemain de son arrestation intervenue quinze jours avant le plasticage de la cache d'Ali La Pointe, soit le 24 septembre 1957. Il a rappelé le contenu de son P-V d'audition : «J'ai dit qu'Ali et Hassiba avaient pris la direction de la Tunisie bien avant mon arrestation.» Et d'ajouter : «Les documents en ma possession montrent qu'il y a eu un échange de correspondances entre Zerrouk et Ali La Pointe après mon arrestation dont la dernière lettre date du 7 octobre, soit deux jours avant le plasticage de la cache d'Ali.»

L. H.